

(Texte remis le 12 octobre 2023 à Mr le Consul du Mexique à Toulouse,
pour transmission aux autorités mexicaines)

Aujourd'hui 12 octobre, Journée Internationale de solidarité avec les Peuples amérindiens (depuis 1977) , nous répondons à l'appel du Congreso Nacional Indigena , qui veut faire de cet anniversaire un **Jour de la résistance et de la dignité indigène.**

531 ans après le débarquement de Christophe Colomb, les peuples indiens du continent américain ont toujours à souffrir d'agressions et de discrimination.
Le Mexique, en tant qu'Etat, n'est pas à l'abri des reproches et n'honore pas le prestige mondial de ses cultures millénaires et de sa brillante histoire.

Nous constatons un double langage des autorités mexicaines, qui utilisent une rhétorique politique de gauche et en réalité abandonnent les campagnes et leurs peuples indigènes : partout, l'extractivisme effréné envahit, confisque et privatise les biens communautaires, et souvent des groupes paramilitaires règnent sur le terrain pour appuyer ces intrusions illégales -sans que l'État intervienne pour faire respecter le Droit.

La Police, qu'elle soit municipale, d'Etat ou fédérale, laisse faire ...et on se demande de qui elle reçoit ses consignes. L'Armée et la Garde Nationale ont la même attitude étrange.

De plus, l'Etat lui-même, sous l'impulsion du Président Andres Manuel Lopez Obrador, a lancé des méga-projets de « développement » qui ignorent délibérément les droits de ces peuples et leurs véritables aspirations, notamment celles relatives à la mise en place d'une certaine forme d'Autonomie, reconnue par la Constitution.

Le *Projet Integral Morelos*, le *Corridor Interocéanique de l'Isthme de Tehuantepec*, le *Train maya* sont des exemples connus de chantiers massifs, qui, sous couleur de développement, constituent de véritables processus d'invasion et, à terme, d'anéantissement culturel.

Et le Chiapas ! Cet Etat où les indigènes soulevés en 1994 s'efforcent de construire une vie nouvelle en autonomie, en faisant face eux-mêmes aux besoins que l'administration publique n'avait jamais satisfaits (Santé, Education, Justice, etc.) et en produisant leurs propres ressources (aliments, café, etc.), le Chiapas, subit une guerre non déclarée : certaines factions ont été fournies en armes de guerre (des modèles normalement d'usage exclusivement militaire) et, au service d'intérêts obscurs, harcèlent des communautés zapatistes avec d'incessantes fusillades, contraignant des centaines de familles indigènes à des déplacements forcés. Là encore sans intervention de l'État.

Nous n'avons évoqué ici les assassinats ciblés de responsables indigènes (Morelos, Guerrero, Oaxaca, Puebla, Chiapas, etc.) , ni les disparitions par milliers qui sont une plaie catastrophique pour la vie sociale mexicaine, ni les assassinats des journalistes qui ont le courage de parler de la situation -mais on sait que le Mexique est pour les journalistes le pays le plus dangereux du continent américain.

Ayant fait ces constats,
au travers de sources d'information fiables et variées (El Pais-America, Le Monde, Amnesty international, Desinformemonos.org, de nombreuses organisations spécialisées dans les Droits de l'Homme, tant mexicaines qu'internationales, ou relevant de l'ONU, de l'OEA, comme la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, etc.) ,
nous exhortons les autorités légales du Mexique à renouer avec une pratique responsable de la politique et à restaurer l'image de dignité que le pays est en train de perdre.

Nous joignons notre voix à celle du Congreso Nacional Indigena pour dire :
« RESPECT POUR LES PEUPLES INDIGENES MEXICAINS ! »

des habitants de Toulouse et région (FRANCE) , citoyens français et résidents étrangers